

La fin d'un réseau lucratif de passeurs à travers la Manche

Une vague d'arrestations dans cinq pays d'Europe a permis de démanteler une filière qui fournissait des « small boats »

ENQUÊTE

DUNKERQUE (NORD) -
envoyée spéciale

Des dunes à n'en plus finir. Qui ondulent et s'effritent sur des centaines d'hectares. Et qui parfois, à leur sommet, laissent entrevoir les grandes plages de la mer du Nord. C'est dans cet espace sableux et boisé, le long du littoral dunkerquois, que la nuit, des hommes, des femmes et des enfants se dissimulent, dans l'attente d'un passage vers l'Angleterre. Quand le signal leur est donné, ils bondissent et rejoignent à toute vitesse un canot pneumatique, amené là par les petites mains de trafiquants. A trente, quarante, parfois cinquante, ils s'élancent vers le Royaume-Uni, sans la garantie d'y parvenir, mais déterminés.

En journée, il n'est pas rare que des promeneurs tombent sur les vestiges d'un feu de bois, un manteau oublié. La nuit, il est désormais commun, aussi, d'apercevoir les faisceaux lumineux des torches de policiers en patrouille ou de deviner, dans le ciel, le survol de drones et d'avions de surveillance. Une débauche de moyens face à l'explosion d'un phénomène. Les traversées de la Manche en *small boats*, des embarcations de fortune, dessinent aujourd'hui la principale route vers l'Angleterre pour des migrants d'Irak, d'Irak, d'Erythrée, de Syrie, d'Afghanistan ou encore du Vietnam et, de plus en plus souvent, d'Albanie. Aiguillant l'appétit des passeurs, majoritairement d'origine irako-kurde, le business s'est industrialisé.

Selon les autorités britanniques, plus de 28 500 personnes sont arrivées dans le pays en *small boats* en 2021, contre moins de 300 en 2018. Cette année, près de 15 000 traversées ou tentatives de traversée ont déjà été dénombrées. Le bilan est tragique, de ceux qu'on croyait réservés aux rives du sud de l'Europe. Au moins une cinquantaine de personnes se sont noyées depuis 2018.

Alors, mercredi 6 juillet, c'est en grande pompe que la France, la Belgique, l'Allemagne, le Royaume-Uni et les Pays-Bas ont annoncé avoir mené « la plus grande opération internationale contre les passeurs de *small boats* ». La veille et le jour même, dans le cadre d'un vaste coup de filet coordonné par Europol et Eurojust, trente-neuf personnes ont été interpellées – dont la tête présumée du réseau en Angleterre, un Kurde iranien de 26 ans – et cinquante perquisitions menées, à l'issue desquelles plus de 1200 gilets de sauvetage, près de 135 bateaux et 50 moteurs ont été saisis.

Une « logistique tentaculaire », des « ramifications internationales ». Lors de la conférence de presse organisée mercredi à la Haye (Pays-Bas), au siège d'Eurojust, les représentants des cinq États n'ont pas manqué de souligner l'importance de leur prise. « Ce réseau représente entre 40 % et 50 % du total du trafic », jauge auprès du Monde le général Jean-Philippe Lecouffe, directeur exécutif adjoint d'Eurojust. C'est une des singularités de cette affaire : dix-huit personnes ont été interpellées en Allemagne sur la base de mandats d'arrêt euro-

peens. Toutes font l'objet de demandes d'extradition vers la Belgique et la France aussi. Parmi ces personnes se trouvent trois cibles dites « de grande valeur ». Des Irako-Kurdes, arrêtés dans la région d'Osnabrück, en Basse-Saxe. D'après nos informations, il s'agirait de Bekak A., Reband O. et Rostam M.

Une armée de petites mains

Voilà des mois que l'Allemagne est pointée du doigt pour être devenue la base logistique des passeurs. « A partir de 2021, quand les réseaux ont vu qu'il n'était plus possible d'acheter des bateaux sur les sites d'annonces ou dans des magasins en France, ils ont déboulonné l'approvisionnement en Allemagne », décrit un policier français. « Lorsque l'on fait des affaires en flagrance de gens qui viennent déposer des bateaux et du matériel nautique, on arrête une majorité de Kurdes qui ont une adresse en Allemagne », constate à son tour Sébastien Piève, le procureur de Dunkerque. Les trois quarts des embarcations seraient fabriquées en Chine et transiteraient par la Turquie avant d'être stockées outre-Rhin.

Le fait de transporter des bateaux n'étant pas constitutif d'un délit et encore moins d'un crime, Berlin est longtemps resté interdit. Face à l'agacement des Français qui voyaient déferler ces embarcations sur le littoral, l'Allemagne a commencé à partager des informations sur les voitures transportant du matériel et à alimenter, peu à peu, des investigations européennes.

La genèse de ce dossier, reconstruite par *Le Monde* en collaboration avec l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel*, montre comment des enquêtes judiciaires commencées ici et là en France, parfois éclairées par des informations en provenance du Royaume-Uni, de Belgique ou d'Allemagne, ont permis de dessiner la toile d'un réseau transnational au sein duquel les différends commerciaux se règlent à l'arme de guerre.

En France, c'est à la fin de l'année 2020 que la police commence à s'intéresser à un réseau qui convoie des Vietnamiens par bateaux. Le 19 mai 2021, l'une de ces embarcations, partie de Loon-Plage (Nord), échoue quelques kilomètres plus au nord, dans la station balnéaire belge de La Panne, avec quarante-quatre Vietnamiens et cinq Kurdes d'Irak à son bord.

D'après les éléments d'enquête dont nous avons pu prendre connaissance, la police découvre que le moteur a été acheté sur eBay par Reband O. A l'époque déjà, cet Irakien est soupçonné de s'adonner depuis l'Allemagne à de l'achat en gros de *small boats* aux côtés de son compatriote Rostam M. En octobre 2021, ce dernier est d'ailleurs brièvement arrêté après avoir récupéré des cartons livrés à

Selon Londres, 28 500 personnes sont arrivées en « small boats » en 2021, contre moins de 300 en 2018



La dune Dewulf, à L'effrinckoucke (Nord), le 23 juin. Des réfugiés s'y cachent et y prennent le départ pour l'Angleterre.

PHOTOS: ARMEE THIRION POUR « LE MONDE »



Un réfugié kurde, dans un campement, à Loon-Plage (Nord), le 23 juin.

même le trottoir à Osnabrück et contenant des bateaux et des moteurs. Blanchi par une société de livraison turque, il est rapidement laissé libre et récupère sa marchandise. Rien ne permet encore d'émettre un mandat d'arrêt à l'encontre des deux hommes.

Ce faisant, l'enquête sur le réseau vietnamien progresse en France. Elle identifie une armée de petites mains vivant dans les camps de migrants et réalisant divers services, comme le transport de matériel ou de personnes vers les plages. Une flopée d'acteurs locaux sont aussi repérés, qui fournissent aux passeurs des hébergements, des camionnettes et du carburant, voire qui s'assurent de la bonne mise à l'eau des bateaux. Le rôle de « cadres » d'un niveau supérieur est également établi, qui peuvent recruter des « fournisseurs » de migrants ou encore gérer l'aspect pécuniaire du business, à travers le système informel de transfert d'argent dit « hawala ».

Expédition punitive

A la tête de cette vaste bande, un « chef », Mirkhan A. Ce Kurde d'Irak, âgé aujourd'hui de 24 ans, pilote son juteux business – qui aurait généré au moins 3,5 millions d'euros de bénéfices par an – depuis le centre pénitentiaire du Havre. Le jeune homme purge alors une peine de huit ans de prison pour avoir organisé des passages en camion vers l'Angleterre et avoir été impliqué dans une fusillade sur un parking de poids lourds, en 2017.

A l'automne 2021, la sonorisation de sa petite cellule de 10 mètres carrés, chichement meublée, permet aux enquêteurs de l'Office central pour la répression de l'immigration irrégulière et de l'emploi d'étrangers sans titre (Ocrist) de comprendre qu'il n'a rien abandonné de ses activités. Il a juste basculé d'un moyen de

transport vers un autre. Au téléphone avec ses hommes, frénétique et décomplexé, il gère ses affaires au quotidien. Des extraits de conversation sur plusieurs semaines donnent à entendre l'ampleur de son rôle dans les traversées en *small boats*.

« Il y a une voiture qui vient d'Allemagne, avec des passagers vietnamiens, elle les dépose et on lui donne 400 euros (...). Mon bateau a été arrêté avant-hier soir. Même si on m'en confisque cinquante, je recharge de nouveau (...) trouve moi un conducteur pour ce petit tube [nom donné aux bateaux] (...) j'ai six moteurs de très bonne qualité (...) je vais m'occuper d'un Zodiac ce soir (...) je suis occupé je dois gérer 80 personnes cette nuit (...) charge le Zodiac (...) j'ai gagné 150 000 la nuit dernière (...) la météo n'est pas bonne pour travailler cette nuit ».

Selon les enquêteurs, Mirkhan A. commençait à étendre son activité vers le littoral normand quand il a été arrêté dans sa cellule, le 16 novembre 2021, à l'occasion d'une série d'interpellations en France. En garde à vue, ses complices présumés le décrivent comme une « tête brûlée » ou encore un « fou vivant dans un monde de violence ».

Une violence que les écoutes illustrent, en particulier lorsqu'il est question d'organiser une expédition punitive. Dans la nuit du 5 au 6 septembre 2021, le lieutenant et neveu de Mirkhan A., surnommé Nato, a été victime d'une tentative d'homicide dans un camp de migrants de Grande-Synthe (Nord) et atteint de deux balles dans la jambe. Le contexte est vraisemblablement celui de rivalités de clans au sein du réseau. Pour le venger, Mirkhan A. s'affaire depuis sa cellule à trouver un homme de main. « Furieux des semaines durant, il ne cessait de demander à ses contacts de passer à l'acte », notent les enquêteurs de

l'Ocrist. Il promet « 50 000 » à celui qui pourra « éliminer » les commanditaires de l'agression. Il charge son bras droit de récupérer à Paris un pistolet Glock et un fusil d'assaut Mi6. Une autre fois, Mirkhan A. demande que les ressortissants soient filmés.

Dans la nuit du 12 au 13 novembre 2021, à Osnabrück, Xamgin M., un Kurde de 34 ans, reçoit six balles dans le corps. L'instruction en France montre que Mirkhan A. a suivi de très près et en temps réel, sur son iPhone, la sanglante expédition. Les enquêteurs sont convaincus qu'il a joué « un rôle certain » dans cette fusillade. Son avocat, Julien Delarue, précise au Monde qu'à ce jour, son client « n'est pas poursuivi pour ces faits » et que s'agissant de son implication dans le réseau de passeurs, « il n'a toujours pas été entendu par un juge d'instruction ».

10 000 migrants convoyés

Lorsqu'il est interpellé en novembre 2021, Mirkhan A. a pourtant très vite assumé l'organisation de traversées de la Manche, pour des tarifs allant, selon ses déclarations, de 2 000 euros pour un Kurde à 3 000 euros pour un Vietnamien. Il donne aussi à la police de précieux éléments à propos des trois cibles qui seront interpellées en Allemagne le 5 juillet. D'après lui, « tous les passeurs de France » s'approvisionneraient en bateaux auprès de Rostam M. et de Reband O. Et c'est Bekak A., depuis la Turquie, qui alimenterait la chaîne en amont.

D'après nos informations, Xamgin M., qui a survécu à la tentative de meurtre, informe de son côté la police allemande depuis son lit d'hôpital, avant de disparaître. Il décrit notamment les membres du réseau en Allemagne et les lieux de stockage des bateaux. Des affaires aux Pays-Bas et en Belgique complètent le tableau et le 5 juillet, des

Voilà des mois que l'Allemagne est pointée du doigt pour être devenue la base logistique des passeurs

centaines de policiers enfoncent des portes dans cinq États d'Europe. Matt Rivers, de l'Agence nationale contre le crime au Royaume-Uni, parle du réseau « le plus prolifique », qui aurait convoyé jusqu'à 10 000 migrants et généré au bas mot 15 millions d'euros de chiffre d'affaires. Des investigations, notamment financières, se poursuivent.

Loon-Plage, fin juin. En marge d'une zone industrielle, le long d'un bois, un camp de migrants. Ici vivent quelques centaines de personnes. Le sol est jonché de cannettes de Red Bull vides, de déchets épars. Quelques échoppes ont été bricolées ici et là, qui proposent un thé, des cigarettes. Plus loin, des tentes. A l'entrée d'une d'elles, trois hommes dans la vague, mal réveillés. Tous kurdes d'Irak. L'un d'eux a déjà essayé trois fois le passage en *small boat*. A chaque fois, la police est intervenue et a crevé l'embarcation d'un coup de couteau. L'Angleterre ? « Je ne sais plus pourquoi, avouet-il l'aime. » Il confie pas se sentir en sécurité dans le camp. Mais il attend son tour.

Dans la nuit du 25 au 26 juin, une fusillade éclate ici, blessant grièvement un Irakien. Le 23 mai, déjà, une personne avait été tuée par balle et, la veille, des coups de feu avaient été tirés en rafale en pleine journée, blessant deux hommes. « Ici, c'est la chasse gardée des Kurdes », lâche le procureur de Dunkerque, qui doit reconnaître que les taux d'élimination sont « très faibles ». Un seul mis en cause a été poursuivi depuis 2021 alors que douze victimes par armes à feu ont été dénombrées sur la même période.

La violence, Anna Richel, de l'association d'aide aux migrants Utopia 56, à Dunkerque, la connaît. Il y a celle des voix qui paniquent lorsqu'un bateau prend l'eau. Les migrants appellent parfois la ligne d'urgence mise en place par l'association pour demander du secours. Il y a quelques jours, vers minuit, elle a décroché et entendu encore ces hurlements. Elle dit aussi la violence sur les campements. Et déplore l'absence de réflexion politique au niveau européen « pour ces personnes qui sont dans l'impasse et qui sont obligées de passer par des réseaux pour aller en Angleterre ». ■

JULIA PASCUAL